



## L'école malienne de maintien de la paix

cahier de la pensée mili-Terre

Le Colonel Pascal FACON

publié le 07/09/2018

Histoire & stratégie

**Au milieu des années 1990, les États africains ont affirmé leur volonté de prendre résolument à leur charge la prévention et le traitement des crises et de se doter de capacités à conduire des opérations de soutien à la paix sur le continent.**

**Attentive à ces préoccupations, la France, dans le cadre d'un nouveau partenariat bâti sur des relations d'égal à égal avec les pays africains, a élaboré, en collaboration avec les organisations internationales, le programme de Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix (Recamp). Entre 1997 et 1998, celui-ci trouva un premier champ d'application en République centrafricaine, dans le cadre de la Mission de surveillance des accords de Bangui (Misab).**

Après quelques adaptations, Recamp est aujourd'hui un outil conjuguant une posture permanente de prévention, basée sur la diplomatie et la veille stratégique, et une participation au soutien des opérations militaires, lorsque la prévention a échoué.

S'inscrivant dans une logique de partenariat avec tous les acteurs, notamment les organisations sous-régionales, il repose sur trois piliers : formation, entraînement, engagement. Il concerne donc tout à la fois la diplomatie, les états-majors et les forces, dans la mesure où il propose des formations de haut niveau au profit des cadres civils et militaires, des cycles d'entraînement, éventuellement une aide à la constitution et au soutien des forces.

Le volet formation vise à développer une culture de la prévention des crises, et aussi les capacités de commandement des opérations de soutien de la paix.

La Direction de la coopération militaire et de défense (DCMD) participe à ce volet « formation » au travers d'un réseau de quatorze Écoles nationales à vocation régionale (ENVR) situées en Afrique.

L'entraînement a pour but de perfectionner les outils de prévention et de gestion des crises et d'améliorer l'interopérabilité des forces. Il est conduit dans le cadre de cycles bi-annuels s'achevant sur un exercice en grandeur réelle organisé alternativement au sein de l'une des quatre organisations sous-régionales (Cedeao, Igad, Cemas, SADC). D'autres cycles intermédiaires sont organisés à l'initiative des Africains, avec l'appui des forces françaises pré-positionnées sur le continent.

Enfin, le volet engagement consiste à permettre la constitution et le soutien d'une force. Il se traduit par l'organisation de périodes de mise en condition opérationnelle organisées, par exemple, sur le modèle du stage de pré-déploiement conduit en avril 2004, avec le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP) et l'École de maintien de la paix du Mali, au profit des observateurs des Nations unies déployées en Côte d'Ivoire ou encore en 2005 au bénéfice des observateurs déployés au Darfour. Il peut prendre également la forme d'un conseil aux états-majors, d'une mise en place de détachements d'instruction ou encore se traduire par la mise à disposition des forces africaines de matériels (véhicules, équipements) stockés dans les « parcs Recamp » implantés sur les bases françaises en Afrique..

## De Zambakro à Koulikoro

C'est dans le cadre de ce programme Recamp que la France a décidé, en 1999, d'ouvrir à Zambakro (Côte d'Ivoire) une École de maintien de la paix (EMP). Suite à la crise ivoirienne ouverte en septembre 2002, l'école a été définitivement délocalisée au Mali, en mars 2003. Dès juin 2003, grâce à la détermination de Paris et de ses multiples partenaires africains et occidentaux, ainsi qu'à la forte réactivité des autorités maliennes, les stages reprenaient à Koulikoro, à 60 km au nord-est de Bamako.

En trois ans d'existence en Côte d'Ivoire, l'école avait formé 603 officiers venus de 40 pays africains. Depuis trois ans, dans le cadre d'un partenariat original initialement avec le centre canadien Lester B. Pearson pour le maintien de la paix et avec le centre de formation aux opérations de paix de Kingston (Ontario), l'EMP a **formé 738** officiers venus de tout le continent africain. Désormais bien ancré en terre malienne, cet établissement unique en son genre voit s'ouvrir, avec sa prochaine implantation à Bamako (début 2007), des perspectives de développement importantes.

École nationale à vocation régionale (ENVR), l'EMP est une école malienne ayant pour mission de familiariser les officiers africains avec le contexte particulier des opérations de soutien à la paix (OSP) conduites en Afrique dans un cadre multinational. Elle forme principalement des officiers d'état-major au niveau tactique, dans le cadre d'une formation spécialisée, complémentaire de celle dispensée dans les écoles d'état-major de Koulikoro et Libreville. Elle participe pleinement à la mise sur pied et à la montée en puissance des forces africaines en attente.

Conformément à la vocation régionale de l'école, les stagiaires, proviennent à 70 % de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Les 30 % restant sont originaires des autres organisations sous-régionales africaines. Tout en agissant principalement au bénéfice de la Cedeao, l'EMP est donc aussi un trait d'union entre les différentes organisations africaines, un outil d'intégration par le biais des liens que les stagiaires tissent entre eux au sein des promotions.

Enfin, l'école agit en parfaite cohérence et complémentarité avec d'autres structures en charge de la formation aux opérations de paix. Assurant la partie tactique du continuum de formation aux OSP, l'EMP oeuvre en synergie avec le Kofi Annan International Peacekeeping Training Center (KA IPTC) d'Accra et le War Collège d'Abuja, qui sont

chargés de développer les dimensions opératives (opérations interarmées) et stratégiques de cette formation.

## Soutien français et canadien

Pour mener à bien sa mission de formation, l'EMP bénéficie actuellement du soutien de la France et du Canada. La Direction de la coopération militaire et de défense française finance les stages et apporte une expertise technique dans le domaine des opérations de paix, par le biais de trois officiers supérieurs français mis à la disposition du projet pour occuper les fonctions de directeur des études (DE), directeur de l'instruction (DI) et directeur administratif et financier (DAF)

L'EMP développe également un partenariat avec le centre canadien Lester B. Pearson pour le maintien de la paix. Ce « centre expert », financé par le Programme canadien d'aide à l'instruction militaire (PAIM), dispose d'une compétence reconnue dans toute l'Afrique. En moyenne une fois par mois, ses équipes sont présentes à Koulikoro. Fidèle à son principe de « transfert de compétences », le projet canadien a également fait bénéficier neuf cadres civils et militaires maliens d'une formation à Cornwallis et Montréal, marquant ainsi le début de la constitution au Mali d'un réservoir de « personnes ressources » qualifiées pour dispenser les cours réalisés par le centre.

Cinq principes d'action fondent la spécificité de l'EMP :

- Une vocation régionale et une dimension interafricaine : seule école d'Afrique francophone dédiée à la formation aux opérations de soutien à la paix, l'EMP accueille, comme on l'a vu, des officiers venus majoritairement de la Cedeao, mais aussi de toute l'Afrique. En ce sens, elle contribue à la mise en œuvre des mécanismes de prévention et de gestion des conflits qui se mettent en place au niveau sous régional et au niveau continental (Union africaine), avec l'appui du G8, de l'Union européenne et des Nations unies.

- - Un partenariat franco-malien ouvert au partenariat multilatéral : dépendant directement de la direction des écoles militaires maliennes, l'EMP est placée sous les ordres d'un officier supérieur malien, par ailleurs chef du centre d'instruction de Koulikoro. Ce partenariat regroupe en matière d'instruction la France, le Mali et le Canada. A moyen terme, le corps enseignant devrait compter dans ses rangs, outre les directeurs de stage désignés parmi les meilleurs stagiaires africains des différentes promotions, des Français et des Maliens, un Canadien, un Sénégalais, un Danois, un Allemand et un Argentin.
- - Une pièce maîtresse du concept Recamp : l'EMP couvre deux des trois piliers de ce programme, à l'exception du domaine « engagement ». L'école en effet en charge de la formation des cadres civils et militaires africains, mais aussi de leur entraînement, dans le cadre d'exercices de mise en condition opérationnelle organisés avant chaque « exercice terrain » clôturant un cycle Recamp.
- - Une filière complète de formation aux OSP. L'école vise toutes les catégories d'officiers, du grade de lieutenant à celui de colonel, et tous les niveaux, de l'unité élémentaire (compagnie) au poste de commandement de niveau brigade (composante terrestre).
- - Une formation qui couvre tout le spectre des opérations de soutien à la paix : elle vise tous les types d'intervention, depuis les actions de diplomatie préventive (déploiement d'observateurs) jusqu'au processus de consolidation de la paix (DDR[1]) en passant par les missions de maintien de la paix (chapitre VI de la

charte de l'Onu) et d'imposition de la paix (chapitre VII).

L'enseignement, dispensé en deux langues, français et anglais, se veut pragmatique et réaliste. Il repose sur des cours actualisés en permanence pour tenir compte des leçons apprises lors des plus récents engagements (Mission de la Cedeao en Côte d'Ivoire, opération « Artémis » en Ituri, Monuc, etc.) et propose deux types de stages : génériques et spécifiques.

Les stages génériques - de niveau unité élémentaire à brigade - durent trois semaines. Ils sont complémentaires les uns des autres, c'est-à-dire qu'ils délivrent un enseignement différencié suivant les niveaux tactiques (emploi des forces au niveau brigade, mise en œuvre au niveau bataillon, exécution au niveau de l'unité élémentaire). Cet enseignement laisse une large place aux exercices d'application. Pour cette raison, la moitié des 133 heures d'enseignement de chaque stage est consacrée aux travaux de groupes.

## Trois modules

Cela dit, quel que soit le niveau considéré, la formation s'articule autour de trois grands modules.

Le module 1 est conduit par le centre Pearson durant une semaine. Il vise à acquérir des « savoir être », en fait à mettre le stagiaire en position d'appréhender toutes les dimensions et la complexité des opérations de paix. Il met un accent particulier sur les questions d'ordre politique et juridique. Sans prétendre embrasser en quelques conférences le champ immense de la diplomatie et du droit international public, il traite en profondeur de thèmes significatifs comme le cadre juridique des OMP, le système de sécurité collective dans le cadre des Nations unies (à travers l'analyse détaillée des chapitres VI et VII de la Charte), les droits de l'homme, le droit international humanitaire... Ces cours s'appuient sur le vaste fond documentaire fourni par le centre Pearson : textes fondamentaux de l'Onu, articles significatifs de la Convention de Genève, mais aussi retours d'expériences sur les opérations de paix conduites à travers le monde.

Ce module aborde également les questions de genres, la problématique de la consolidation de la paix (le processus DDR), l'analyse des conflits, la gouvernance ou encore le concept de sécurité humaine et sa difficile mise en œuvre.

Le module 2 a pour but, lors de la deuxième semaine de stage, d'acquérir, de perfectionner ou d'entretenir des « savoir-faire techniques et tactiques ». Il ne s'agit pas pour les stagiaires de savoir-faire fondamentalement nouveaux, mais d'apprendre à adapter ceux qu'ils connaissent à la réalité des OSP. Depuis l'organisation d'une patrouille en zone urbaine jusqu'à la conduite d'une opération de fouille ou de contrôle des foules, cet enseignement se veut avant tout pratique, directement utilisable après adaptation aux réalités du terrain. Cette deuxième partie du stage aborde également des domaines transverses comme la médiation-négociation, la communication ou encore la coopération dans un environnement multinational.

Enfin, le module 3 vise à mettre en pratique les connaissances dans le cadre d'un exercice sur cartes d'une durée de quatre jours. Après un travail de planification et de conception, les stagiaires sont mis en situation et doivent réagir à des incidents survenus réellement lors d'opérations de paix.

Les stages spécifiques sont dédiés soit à l'entraînement, soit au perfectionnement des

officiers dans un domaine spécifique. Le stage d'entraînement Recamp regroupe, autour du thème retenu dans le cadre d'un cycle, une trentaine d'officiers destinés à armer le PC de bataillon et le PC de composante terrestre de niveau brigade. Outre une remise à jour des connaissances dans le domaine des techniques d'état-major, ce stage permet aux participants de développer leur aptitude à travailler ensemble et constitue à ce titre une période de mise en condition opérationnelle.

D'une durée d'une semaine, le stage DDR s'inscrit pour sa part dans le cadre du perfectionnement des officiers. Conduit intégralement par le centre Pearson, il s'adresse aux meilleurs stagiaires des différentes promotions de l'EMP et constitue le niveau le plus élevé de la formation dispensée à l'école. Autour des leçons apprises lors de la mise en œuvre des programmes DDR en Afrique, les stagiaires sont initiés à la planification, à la conception et à la conduite du processus complexe - au cœur des préoccupations des États -de sortie de crise et de consolidation de la paix.

### **Un coût peu élevé**

Trois ans après son installation à Koulikoro, l'école de maintien de la paix du Mali a désormais atteint son rythme de croisière. Comme on l'a dit, 738 officiers africains sont passés dans ses murs, dans le cadre de 38 stages (niveau « unité élémentaire », bataillon, brigade, préparation à l'exercice Recamp VI, formation de formateurs DDR, stages de pré-déploiement au profit des observateurs déployés en Côte d'Ivoire et au Darfour).

Le coût de ces formations est peu élevé au regard du nombre d'officiers formés. Si l'on fait abstraction des frais de transport des stagiaires et des soldes des trois coopérants techniques français, le budget de l'école se monte à 134 000 euros par an. Cette somme permet de financer tous les stages et de consentir les investissements nécessaires pour les matériels d'instruction et le fonctionnement courant.

Les perspectives à court terme (2006-2007) s'articulent autour de quelques grands axes: pérennisation et développement du partenariat avec le centre Pearson, développement des relations avec les Nations unies (DOMP/TES) et le KAIPTC

, mise sur pied d'un centre de mise en condition opérationnelle au profit de la composante terrestre du futur poste de commandement de la brigade d'intervention régionale (force africaine en attente).

A moyen terme, le développement de l'EMP passe par une nécessaire évolution s'appuyant sur l'implantation de l'école à Bamako. La multiplication des crises en Afrique - notamment en Afrique de l'Ouest - et les besoins en formation aux OSP des armées africaines rendent nécessaire l'extension des activités de l'EMP à la préparation opérationnelle en vue des déploiements dans les opérations de paix menées sous l'égide des organisations régionales ou de l'Onu. L'EMP aura ainsi pour mission de préparer des états-majors de niveau tactique et de former les observateurs militaires. Ultérieurement, elle sera en mesure d'organiser ponctuellement des stages destinés à mettre en condition opérationnelle des forces de police civile et des administrateurs civils engagés dans le processus DDR.

### **Deux objectifs pour Bamako**

## Pensées mili-terre

Centre de doctrine et d'enseignement du commandement

Le site actuel de Koulikoro, en dépit des avantages qu'il offre, n'est pas adapté pour réaliser cette évolution. Dans ces conditions, le Mali, la France et de multiples partenaires (Pays Bas, Canada, Suisse, Grande Bretagne, Etats Unis, Allemagne, Danemark, Argentine) ont choisi de privilégier une implantation définitive de l'école à Bamako, avec deux objectifs :

- apporter une plus-value par rapport au site de Koulikoro : s'adressant exclusivement à des officiers, la nouvelle école doit offrir toutes les commodités en matière de vie courante (logement individuel des stagiaires, chambres climatisées, restauration et loisirs adaptés) et pouvoir accueillir 60 stagiaires, dans le cadre de deux stages génériques simultanés ou d'un stage de pré-déploiement.

- créer une école moderne, plaçant les stagiaires dans des conditions idéales pour parfaire leurs connaissances - individuellement ou collectivement. Le projet inclut des salles de cours mises en réseau informatique, un centre opérations permanent, modulable et relié à des salles de simulation, un centre de documentation et un auditorium de 200 places avec capacité de traduction simultanée. À terme, pourront être organisés à partir de ces structures des exercices « en réseau » entre les différents centres de formation de la sous-région (Accra et Abuja).

Ce projet bénéficie de l'appui des autorités civiles et militaires maliennes, qui ont mis à disposition un terrain de 3,5 hectares au cœur de la capitale. Situé à 15 minutes de l'aéroport, cet espace offre toutes les facilités nécessaires au bon fonctionnement de l'EMP et dispose également d'une réserve foncière permettant de mettre sur pied un projet modulaire et évolutif.

La construction de cette nouvelle EMP a débuté début juin 2005 et doit s'étendre sur une période de 18 mois. Le coût total estimé des travaux est de 3,8 millions d'euros (répartis en deux tranches) auxquels il convient d'ajouter 500 000 euros pour l'équipement de l'école. Le financement a été réalisé dans le cadre d'un partenariat multinational, au travers d'un fond de concours géré par la France.

Sur la base de dix stages par an (600 stagiaires), les frais de fonctionnement de l'école sont actuellement évalués à 700 000 euros - sans compter les soldes des instructeurs militaires et des personnels administratifs affectés à l'école, qui demeurent à la charge des pays participants au projet. Ces frais de fonctionnement, minimes au regard du nombre de stagiaires formés, devraient permettre une appropriation progressive du projet par la Cedeao, laquelle, sur proposition de la France, en a déjà accepté le principe : à terme, l'organisation sous-régionale serait en charge du fonctionnement futur de l'EMP, à travers les « fonds pour la paix » ou tout autre mécanisme de financement mis en place avec l'appui des différents contributeurs.

Héritière de l'EMP de Zambakro, l'École de maintien de la paix du Mali remplit remarquablement sa mission de formation et d'entraînement des officiers africains déployés dans le cadre des opérations de paix sur le continent. Grâce à un enseignement riche et adapté ainsi qu'à sa vocation internationale, elle dispose d'une expertise unique, reconnue en Afrique, qui permet aux États bénéficiaires de disposer d'une ressource de cadres aptes à être engagés dans une opération de paix.

L'implantation de l'école à Bamako à l'horizon 2006, dans le cadre d'un exemplaire et original projet de coopération internationale, doit permettre de développer ces capacités visant à la mise en condition opérationnelle des postes de commandement de niveau tactique au profit de la sous-région, dans le cadre de la mise sur pied, d'ici à juin 2010, des forces africaines en attente.

[1] Désarmement Démobilisation Réintégration

---

**Titre :** le Colonel Pascal FACON

**Auteur(s) :** le Colonel Pascal FACON

**Date de parution** 14/08/2018

---